

Aveyron : - 17

Aujourd'hui, il n'est pas un service qui ne souffre du sous effectif.

Les remontées des collègues des CDI, des trésoreries, des conservations des Hypothèques,... sont consternantes, la dégradation des conditions de travail, la mise en cause de la qualité du service rendu sont aujourd'hui manifestes et quasi générales.

« **Courage !** » comme a dit M Chaput lors d'une visite de poste.

Merci patron !

Cadre	A	B	C	Total B+C	Total
Cumul 2009 - 2011	+3	-12	-36	-48	-45
Evolution de la catégorie A+ depuis 2006 : + 47%					

Plutôt que participer à la casse organisée de nos services la **CGT a choisi de passer à l'offensive le 18 janvier, jour du CTPD :**

➤ **Distribution de tracts** à la population, devant la DLU, devant les services, aux mairies (voir au verso)

➤ **Interpellation des élus**, députés, sénateurs, conseillers généraux, maires, présidents des CCI et CMA, associations des maires...

➤ **Communiqué de presse**

➔ **Pour affirmer que tout le monde paie la casse des services : particuliers, collectivités, artisans, entreprises.**

45 emplois perdus en 3 ans ! Avec des méthodes de travail et des outils informatiques qui ont l'effet inverse sur la productivité que celui annoncé. Avec des réglementations en constant changement, d'une complexité accrue. Avec un accroissement des exigences de nos partenaires, des usagers, des contribuables.

Faire plus avec moins !

Et en étant moins payés avec le gel de la valeur du point d'indice et l'augmentation du taux de cotisation retraite.

Aujourd'hui la direction n'hésite plus à envisager de **sabrer dans les missions** : les Domaines, les Conservations des Hypothèques, la Redevance, la régionalisation de missions avec CHORUS, la création de Services à Compétence Nationale au lieu et place des services rémunérations et pensions, la retenue à

la source, la gestion des collectivités et établissements publics locaux, la création d'agences comptables,...

Aujourd'hui toutes les hypothèses sont ouvertes avec la RGPP pourvu qu'elles soient destructrices d'emplois publics !

Il faut stopper cette spirale infernale !

Faut-il déverrouiller les 35 heures ?

Certains feraient mieux de verrouiller leur clapet, de voir plus loin que leur nez électoral ! Rappelons quelques vérités : les actifs français travaillent davantage que leurs voisins européens, à l'exception des Finlandais (OCDE 2009), la baisse du temps de travail est une tendance générale continue depuis un siècle, les 35 heures ont créé au moins 300.000 emplois entre 1997 et 2002, la productivité n'a jamais été aussi importante, le coût du travail en France reste inférieur à celui en Allemagne (banque HSBC ! « Le Monde » du 24 mars 2010), supprimer la durée légale du travail, c'est supprimer le seuil de déclenchement des heures supplémentaires,...

C'est parce que nous militons pour un progrès social profitable à toutes et tous, que les services publics font partie de nos revendications majeures. Le Service Public n'est ni un concept, ni l'héritage d'un passé ... dépassé !

2011	A	B	C	TOTAL B+C	TOTAL
TOTAL DDFIP AVEYRON	+1	+1	-19	-18	-17
TOTAL FILIERE FISCALE	+2	-1	-10	-11	-9
HORS REQUALIFICATION		-3	-6	-9	-9
SIE ST AFFRIQUE			-1	-1	-1
SIE MILLAU			-1	-1	-1
SIE ESPALION			-1	-1	-1
SIP RODEZ		-1	-1	-2	-2
SIP VILLEFRANCHE			-1	-1	-1
SIP DECAZEVILLE			-1	-1	-1
ICE RODEZ		-1		-1	-1
EDRA		-1		-1	-1
EDRA		+1	-1	0	0
CDIF MILLAU	+1		-1	-1	0
CDIF MILLAU		+1	-1	0	0
SIE RODEZ	+1		-1	-1	0
TOTAL FILIERE GESTION PUBLIQUE	-1	+2	-9	-7	-8
HORS REQUALIFICATION	-1		-7	-7	-8
DIRECTION	-1				-1
POLE TRANSVERSE			-1	-1	-1
CEPL			-1	-1	-1
COMPTABILITE DEPENSES PROD DV			-1	-1	-1
VILLEFRANCHE			-1	-1	-1
RODEZ			-1	-1	-1
RODEZ HOPITAL			-1	-1	-1
AUBIN			-1	-1	-1
BARAQUEVILLE		+1	-1	0	0
ENTRAYGUES		+1	-1	0	0



CGT Finances Publiques

Aveyron

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS : TOUT LE MONDE PAIE !!

2.543 suppressions d'emplois à la Direction Générale des Finances Publiques (direction fusionnée du Trésor Public et des Impôts) en 2011.

Dans notre administration ce sont 2 départs à la retraite sur 3 qui ne sont pas remplacés.

15% des effectifs, soit plus de 20.000 emplois ont été supprimés depuis 2002.

Dans l'**Aveyron, 17 emplois sont supprimés en 2011**, soit 3% des effectifs qui se rajoutent aux suppressions successives des années antérieures. 45 emplois ont disparu en 3 ans (9% des effectifs), quasi exclusivement dans les catégories d'exécution C et B.

Le niveau des suppressions d'emplois n'est plus supportable : dégradation du service rendu et des conditions de travail. Mutations, retraites, les départs du personnel ne sont pas remplacés. Le sous-effectif est devenu la norme dans la gestion du personnel.

A cela s'ajoute des signes de souffrance au travail mesurables dans bien des services, avec des conséquences graves déjà connues de la direction.

Les agents des Finances Publiques ne sont pas les seules victimes de cette politique organisée de démantèlement des services :

- contrôles de l'utilisation de l'argent public a minima (vos impôts !)
- allongement de durée de traitement des réclamations, des mises à jour de fichier (foncier, ...)
- multiplication des risques d'erreurs, de contentieux,...
- abandons décidés de certaines missions, ou imposés par les manques d'effectifs
- retard dans l'encaissement des recettes des collectivités locales
- dégradation de l'accueil des usagers et déshumanisation du traitement des dossiers
- augmentation importante des délais de paiement des fournisseurs des collectivités locales (artisans, entreprises...)
- industrialisation des procédures, multiplication des centres d'appel, d'encaissement, de traitement de toutes sortes, destructrices d'emplois et de qualité du service rendu
- disparition progressives des trésoreries de proximité (14 trésoreries supprimées en 10 ans en Aveyron), des centres d'impôts fonciers,...
- menaces de privatisation ou transfert de missions : gestion du domaine public aux agences immobilières, des fichiers immobiliers aux notaires, des collectivités et établissements publics (hôpitaux, HLM...)

Aujourd'hui tout le monde paie la casse du service public financier : usagers, collectivités locales, artisans, entreprises.

Ne pas jeter sur la voie publique